

13



PREFET DE SEINE-ET-MARNE

PREFECTURE

Direction de la coordination
des services de l'Etat

Pôle du pilotage des procédures
d'utilité publique

ARRETE PREFECTORAL n° 11 DCSE EC 02

PORTANT

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :
- des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux
- des périmètres de protection

INSTAURATION DES SERVITUDES y afférentes

AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU
en vue de la consommation humaine, pour la production et la distribution par un réseau public et le
conditionnement

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

du captage d'eau potable de Chamigny n° 01558X0049 situé
sur la commune de Chamigny

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les Directives du Conseil des Communautés Européennes n° 80/778/CEE du 15 juillet 1980 et n° 98/83/CE du 3 novembre 1998 relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à L. 1321-10, R. 1321-1 à R. 1321-63 ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code Minier et notamment l'article 131 ;

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article R 2213-32 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L126-1 ;

VU le Code Forestier et notamment ses articles R 412-19 à R412-27 ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mai 2011 portant nomination de Monsieur Pierre MONZANI, préfet de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République en date du 26 août 2010 portant nomination de Monsieur Serge GOUTEYRON, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°10/PCAD/105 du 06 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Serge GOUTEYRON, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance ;

VU le SDAGE du Bassin Seine-Normandie approuvé le 20 novembre 2009 ;

VU l'arrêté du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux forages soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration modifiés ;

VU l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 modifié ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental de Seine-et-Marne ;

VU la délibération du conseil de la Communauté de communes du Pays Fertois datée du 6 décembre 2005 ;

VU l'étude environnementale de juillet 2007 réalisée par la société BURGEAP ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de décembre 2007 proposant la délimitation des périmètres de protection pour les forages des communes de Chamigny et de Sainte-Aulde ;

VU le dossier de consultation administrative reçu par la MISE le 18 avril 2008 ;

VU le récépissé de dépôt du dossier de déclaration n° F622 2008/077 le 18 avril 2008, au titre de la loi sur l'eau, concernant le prélèvement d'eau potable issu des captages de Chamigny (n° 01558X0049) et de Sainte-Aulde (n° 01558X0029) et le courrier de notification de décision daté du 21 avril 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE EC 05 du 5 août 2010, prescrivant l'ouverture des enquêtes conjointes sur le territoire de la commune de CHAMIGNY, du lundi 13 septembre 2010 au vendredi 1^{er} octobre 2010 :

- préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux souterraines, de l'exploitation et la distribution d'eau et de l'instauration des périmètres de protection autour du captage n° 01558X0049 sur la commune de CHAMIGNY ;

- relative à la demande d'autorisation de prélèvement de l'eau en vue de la consommation humaine, au titre du code de l'environnement ;

- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux servitudes y afférent.

VU l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, en vigueur ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 30 octobre 2010 ;

VU les dossiers et les registres d'enquêtes déposés en mairie de Chamigny du lundi 13 septembre 2010 au vendredi 1^{er} octobre 2010 inclus ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06 DDASS 31 SE du 18 juillet 2006 autorisant la Communauté de communes du Pays Fertois, à mettre en œuvre une unité de déminéralisation sur son captage de Chamigny, et à distribuer l'eau issue de cette installation ;

VU les pièces attestant que les formalités de publicité ont été effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE EC 05 du 5 août 2010, prescrivant l'ouverture conjointe des enquêtes ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Seine-et-Marne dans sa séance du 8 septembre 2011 ;

CONSIDERANT que le captage de Chamigny a été achevé en 1975 et qu'il est utilisé depuis en vue de la consommation humaine ;

CONSIDERANT que le captage de Chamigny délivre une eau conforme à la réglementation après désinfection à l'eau de javel et déminéralisation par filtration ;

CONSIDERANT que le captage relève de la procédure d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-8 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'avis du commissaire enquêteur est favorable ;

CONSIDERANT que la mise en place de périmètres de protection autour du captage d'eau potable de Chamigny est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,

ARRETE

Article 1er. - Objet du présent arrêté

Les dispositions du présent arrêté ont pour objet :

- la déclaration d'utilité publique des travaux à entreprendre par la Communauté de communes du Pays Fertois en vue de la dérivation des eaux souterraines par le captage de Chamigny ;
- la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage de Chamigny et l'instauration des servitudes y afférentes ;
- l'autorisation de prélever et d'utiliser l'eau du captage de Chamigny en vue de la consommation humaine.

La Communauté de communes du Pays Fertois sera désignée dans la suite de l'arrêté sous le terme "le demandeur".

Article 2 - Référence et coordonnées du captage

Code banque de donnée du sous-sol (BSS) : 01558X0049

Coordonnées Lambert 93 : X = 711779 m ; Y = 6874442 m et Z = 53,51 m

Profondeur : 12,75 m

Parcelles cadastrales n° 37 et 38 section YB de la commune de CHAMIGNY.

Le captage sus visé sera désigné dans la suite de l'arrêté sous le terme "le captage".

1^{ère} partie : Déclaration d'Utilité Publique

Article 3 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines et l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Chamigny tels qu'ils figurent sur les plans de délimitation ci-annexés.

2^{ème} partie : Périmètres de protection : délimitation et prescriptions

Article 4 - Délimitation des périmètres de protection

Trois périmètres de protection sont instaurés autour du captage pour en assurer la protection immédiate, la protection rapprochée et la protection éloignée.

4.1- Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate correspond à la clôture actuellement en place qui entoure les parcelles n° 37 et 38 section YE située sur la commune de Chamigny, tel que défini sur le plan de délimitation et l'état parcellaire annexés au présent arrêté. Cette parcelle est la propriété du demandeur.

4.2- Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est limité au nord par la voie ferrée, à l'est par la Marne et au sud-ouest par le chemin rural de Chamigny à la Marne, tel que défini sur le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté comprend les parcelles suivantes situées sur la commune de Chamigny : section YE 27 à 31 ; 33 et 34 ; 36 ; 39 à 43 ; 45 à 47 ; 51 et 52.

4.3- Périmètre de protection éloignée

Ce périmètre s'étend à l'ouest jusqu'à la route D80 ; il est limité à l'est par la Marne et au sud-ouest par le chemin rural de Chamigny à la Marne, tel que défini sur le plan de délimitation et l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

Article 5 - Prescriptions

Les prescriptions définies ci-dessous pour les trois périmètres de protection s'ajoutent aux dispositions fixées par la réglementation générale.

5.1- Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate est acquis en pleine propriété par le demandeur et doit rester clos et régulièrement entretenu. L'entrée est cadenassée ou fermée par tout autre moyen assurant une protection au moins équivalente.

A l'intérieur de ce périmètre seront interdits :

- toute activité, toute circulation, toute construction, tout stockage et dépôt qui ne sont pas nécessités par l'exploitation ou l'entretien des installations de captage
- tout épandage et tout déversement
- le parage et le pacage des animaux
- l'emploi d'engrais, de produits phytosanitaires et autres produits chimiques.

La croissance de la végétation ne doit être limitée qu'avec des moyens mécaniques.

La création de nouveaux forages pour l'alimentation en eau potable est autorisée après avis de l'hydrogéologue agréé.

5.2- Périmètre de protection rapprochée

Dans ce périmètre sont interdits ou réglementés toutes activités, installations, travaux, dépôts, ouvrages, aménagements ou occupations des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux captées. L'ensemble des dispositions réglementaires d'ordre général devra être appliqué.

Les activités, installations ou dépôts susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux captées ne figurant pas dans les listes d'activités interdites ou réglementées ci-dessous seront soumises pour avis à la MISE.

5.2.1- Activités interdites :

- le creusement de puits ou de forages autres que ceux destinés à l'alimentation en eau potable. La création de nouveaux forages pour l'alimentation en eau potable sera soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé,
- les carrières et les gravières,
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs, de cimetières et de tous autres produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les constructions nouvelles y compris celles non soumises à permis de construire et utilisées comme habitations même temporaires,
- le rejet d'effluents dans le sol ou dans le sous-sol,
- la création de stations d'épuration,
- le passage de toute canalisation enterrée d'hydrocarbures liquides ou de produits chimiques,
- les installations classées si elles comportent un risque de pollution des eaux souterraines,
- le camping et le caravanning ainsi que toutes les aires de séjour même temporaires,
- toute création de stockage d'hydrocarbures ou de produits chimiques,
- le défrichement forestier et coupes à blancs, à l'exception de la parcelle 39 lors des travaux d'entretien,
- la création de plan d'eau, de mare ou d'étang,
- la création d'exploitation agricole. Seules les extensions autour de bâtiments existants sont possibles,
- puits filtrants : aucune dérogation ne sera accordée pour la mise en place de puits filtrants,
- le stationnement de bateaux, en particulier à proximité du périmètre de protection immédiate,
- l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des berges.

5.2.2- Activités soumises à l'avis de la MISE :

- l'extension ou le remplacement de stockage de produits chimiques qui devront être débattus au cas par cas,
- les dépôts d'hydrocarbures, de produits phytosanitaires et d'engrais existants devront être recensés et déclarés à la MISE ainsi que les mesures prises pour éviter l'épanchement des produits dans le sol,
- les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration par la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993.

5.3- Périmètre de protection éloignée

Dans ce périmètre, toute activité ou fait pouvant conduire à une communication directe avec l'aquifère capté ou avec l'horizon géologique qui le protège, sera soumis à l'avis de la MISE et ce, afin de prescrire les dispositions éventuellement nécessaires pour prévenir les risques présentés vis-à-vis des eaux captées.

5.4- Dispositions spécifiques

Les dispositions à mettre en place pour la protection de ce captage sont les suivantes :

1. La tête de puits doit être rehaussée de manière à ce que la trappe d'ouverture soit à 0,50 m au dessus des plus hautes eaux connues de la Marne. Elle devra être munie d'une alarme anti-intrusion ;

2. la station de pompage et la station de traitement devront être aménagées de telle sorte que l'eau pompée ne puisse pas être altérée par l'eau des crues de la Marne. Lors de cette opération une marge de sécurité de 0,50 m devra être prise par rapport aux plus hautes eaux connues de la Marne. Ces bâtiments devront être munis d'une alarme anti-intrusion. L'armoire électrique devra être protégée ;
3. les piézomètres et les captages existant à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée devront être fermés et étanches pour être à l'abri des crues ou bien comblés selon les règles de l'art s'ils ne servent plus ;
4. une demande doit être faite à la SNCF pour qu'elle utilise au minimum le traitement des voies par les pesticides et pour qu'elle informe l'exploitant des produits, quantités et dates de traitement. Ces produits seront recherchés dans l'eau en complément des analyses complètes faites dans le cadre réglementaire. Cette recherche cessera au bout de trois ans si les résultats ont été négatifs ;
5. les terres agricoles à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée devront être exploitées selon le Code des bonnes pratiques agricoles (arrêté du 22 novembre 1993) ;
6. En l'absence de ressource de substitution en quantité suffisante, un plan d'alerte devra être mis en place, indiquant toutes les démarches à suivre et les personnes à joindre en cas d'obligation d'arrêt de ce captage à cause d'une pollution ou pour toute autre raison ;
7. les collecteurs d'assainissement devront être étanches et soumis à un contrôle d'étanchéité normalisé quinquennal. Toutes les installations liées à l'assainissement doivent être conçues pour ne pas avoir d'impact négatif en cas d'inondation ;
8. les fouilles temporaires (pose de canalisations, constructions souterraines, fondation d'édifices aériens, etc.) ne pourront être comblées qu'à l'aide de matériaux inertes et insolubles n'altérant pas la qualité des eaux. Tous travaux et terrassements atteignant ou approchant la nappe phréatique devront être préalablement portés à la connaissance de l'exploitant des captages et du Préfet.

5.5. Recherche de ressource de substitution

Le demandeur doit réaliser des recherches pour trouver une ressource en eau de substitution en cas d'arrêt du captage Chamigny 2.

3^{ème} partie – Autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine

Article 6 – Autorisation

Le demandeur est autorisé à utiliser l'eau du captage en vue de la consommation humaine après un traitement de démanganisation et de désinfection.

Article 7- Étapes du traitement

Le traitement a lieu sur le site du puits à drains de Chamigny. Il consiste en une démanganisation catalytique par filtration sur dioxyde de manganèse naturel. Une désinfection par chlore gazeux a lieu en sortie de l'usine de traitement.

A l'issue du traitement, l'eau ne doit être ni agressive, ni corrosive.

La capacité maximale de production d'eau traitée par l'unité de traitement est de 320 m³/h.

Article 8 – Contrôle sanitaire

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France établit les lieux de prélèvements et le programme d'analyse du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau.

Le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux et, en particulier, l'efficacité de la désinfection.

Les projets de modification des installations de traitement doivent être portés à la connaissance du Préfet.

Article 9 – Abrogation d'arrêté

L'arrêté préfectoral n° 06 DDASS 31 SE en date du 18 juillet 2006 autorisant la Communauté de communes du Pays Fertois, à mettre en œuvre une unité de démanganisation sur son captage de Chamigny, et à distribuer l'eau issue de cette installation est abrogé par le présent arrêté.

4ème partie - Autorisation de prélever de l'eau

Article 10 – Autorisation

Le demandeur est autorisé à prélever l'eau dans la nappe des alluvions de la Marne.

Ce prélèvement d'eau prévu par le dossier de demande, cumulé au prélèvement d'eau dans la nappe des alluvions de la Marne du captage de Sainte-Aulde n° 01558X0029, relève de la rubrique suivante relative aux opérations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article R 214-1 du code de l'environnement :

Numéro de rubrique	Libellé de la rubrique	Régime
1.2.2.0.	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de la moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m ³ /h.	Autorisation

Article 11 – Volumes prélevés

Les volumes prélevés au niveau du captage ne doivent pas excéder un débit de 320 m³/h sur une durée maximale de 20 heures par jour, soit au maximum 6400 m³/jour.

Le volume de prélèvement annuel autorisé est de 2 336 000 m³. Toute augmentation du débit ou du volume de prélèvement doit être autorisée par arrêté préfectoral complémentaire après avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Article 12 – Suivi des pompages

Les relevés du suivi des volumes prélevés sont mensuels, centralisés et tenus à la disposition des administrations concernées.

Un état des prélèvements mensuels et annuels ainsi que les rendements des réseaux seront adressés tous les ans au service police de l'eau de Seine et Marne, dans les deux mois qui suivent la fin de chaque année civile. Cet état doit faire également apparaître les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Article 13 - Equipement

Le captage doit être équipé notamment :

- d'un compteur volumétrique
- d'une sonde piézométrique permettant l'enregistrement des niveaux statique et dynamique
- d'un capot étanche et cadenassé ou moyen équivalent (bâtiment fermé)
- d'une plaque d'identification avec le code BSS attribué par le BRGM.

Article 14 - Surveillance et entretien

Les opérations de prélèvements sont régulièrement surveillées et les ouvrages et installations de prélèvement et de suivi sont régulièrement entretenus de manière à éviter tout gaspillage et garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Tout incident ayant pu porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au Préfet de Seine et Marne dès que le propriétaire ou l'exploitant en a connaissance.

Article 15 - Accessibilité (art. L. 216-4 du code de l'environnement)

Les propriétaires et les exploitants sont tenus de laisser accès aux agents chargés du contrôle, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

Article 16 - Déclaration d'incident ou d'accident (art. L. 211-5 et R214-46 du code de l'environnement)

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au Préfet de Seine et Marne et à la Présidente de la Communauté de communes du Pays Fertois, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet de Seine et Marne, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Article 17 - Modification de l'opération (art. R 214-8 du code de l'environnement)

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation.

Article 18 - Clause de précarité

Les prélèvements peuvent être suspendus ou limités provisoirement par le Préfet de Seine et Marne pour faire face aux situations ou aux menaces d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou risque de pénurie en application de l'article L. 211-3 du code de l'environnement.

Article 19 - Cessation de l'exploitation ou de l'affectation (art. R 214-45 alinéa 3 du code de l'environnement)

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation du captage ou de son affectation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire auprès du

Préfet, dans le mois qui suit l'expiration du délai de deux ans, la cessation définitive, ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive d'activité le déclarant est tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés l'article L.211-1 du code de l'environnement, conformément à l'arrêté de prescriptions générales du 11 septembre 2003 (articles 12 et 13).

5^{ème} partie : Dispositions générales

Article 20 - Publicité et Information des tiers

Le présent arrêté sera notifié sans délai au demandeur.

Le présent arrêté sera :

- publié, par les soins du Préfet, au recueil des actes administratifs de l'Etat du département de Seine-et-Marne,
- affiché, par la Présidente de la Communauté de communes du Pays Fertois, au 22 avenue de Rebais sur la commune de La-Ferte-sous-Jouarre, pendant au moins deux mois,
- affiché, par le Maire de la commune de Chamigny, à la mairie pendant au moins deux mois.

Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet et à la charge de la Communauté de communes du Pays Fertois, en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Un extrait de cet acte sera adressé par la Présidente de la Communauté de communes du Pays Fertois à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La Présidente de la Communauté de communes du Pays Fertois informera sans délai le Préfet de Seine-et-Marne de l'accomplissement de ces formalités.

Le Président de la Communauté de communes du Pays Fertois conserve le présent arrêté et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Les servitudes seront annexées au plan local d'urbanisme de la commune de Chamigny, dans un délai de trois mois, à partir de la date de mise en demeure du Préfet. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai imparti, le Préfet y procède d'office.

Article 21 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun introduit dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours administratif peut suspendre le délai du recours contentieux, s'il est formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte, selon une des formes suivantes :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de Seine et Marne - rue des Saints Pères - 77010 MELUN cedex,
- recours hiérarchique, adressé au Ministère en charge de la santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP.

Le recours contentieux court à compter de la décision explicite ou implicite (au terme d'un délai de deux mois) de rejet du recours administratif.

Conformément aux dispositions des articles L 214-10 et L 514-6 du code de l'environnement, les décisions prises en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 et L. 214-3 du même code peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif de Melun :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation,
- par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 22 - Exécution

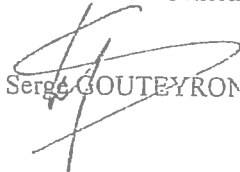
- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,
- Mme la Présidente de la Communauté de communes du Pays Fertois,
- Mme le Maire de Chamigny,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de Seine-et-Marne,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Ile de France),
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne,
- M. le Président du Conseil Général, DEE,
- M. GRIERE, Coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés.

Melun, le 30 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture


Serge GOUTEYRON

ANNEXES de l'arrêté préfectoral n° 11 DCSE EC 02 du 30 septembre 2011 (consultables à la Délégation Territoriale de Seine-et-Marne de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France et à la Préfecture de Seine-et-Marne) :

2 cartes de délimitation des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.